



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

Liberté
Égalité
Fraternité

Ordre de méthode

Direction générale de l'alimentation Servce des actions sanitaires Sous-direction de la santé et du bien-être animal BSA 251 rue de Vaugirard 75 732 PARIS CEDEX 15 0149554955	Instruction technique DGAL/SDSBEA/2023-622 02/10/2023
---	--

Date de mise en application : 01/10/2023

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 6

Objet : Plan de vaccination officiel IAHP – Campagne de vaccination des canards - octobre 2023

Destinataires d'exécution
DRAAF DAAF DDT(M) DD(ETS)PP

Résumé : Cette instruction technique a comme objectif de définir et décrire les rôles des services déconcentrés de l'Etat, dans la mise en œuvre et le contrôle de la campagne de vaccination contre le virus IAHP pour les canards à compter du 1er octobre 2023.

Textes de référence : Règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;

Règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale (« législation sur la santé animale ») et ses actes délégués et d'exécution ;

Règlement (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 concernant les

contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques, modifiant les règlements du Parlement européen et du Conseil (CE) n° 999/2001, (CE) n° 396/2005, (CE) n° 1069/2009, (CE) n° 1107/2009, (UE) n° 1151/2012, (UE) n° 652/2014, (UE) 2016/429 et (UE) 2016/2031, les règlements du Conseil (CE) n° 1/2005 et (CE) n° 1099/2009 ainsi que les directives du Conseil 98/58/CE, 1999/74/CE, 2007/43/CE, 2008/119/CE et 2008/120/CE, et abrogeant les règlements du Parlement européen et du Conseil (CE) n° 854/2004 et (CE) n° 882/2004, les directives du Conseil 89/608/CEE, 89/662/CEE, 90/425/CEE, 91/496/CEE, 96/23/CE, 96/93/CE et 97/78/CE ainsi que la décision 92/438/CEE du Conseil ;
Règlement (UE) 2019/6 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relatif aux médicaments vétérinaires et abrogeant la directive 2001/82/CE
Règlement délégué (UE) 2020/687 de la Commission du 17 décembre 2019 complétant le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les règles relatives à la prévention de certaines maladies répertoriées et à la lutte contre celles-ci ;
Règlement délégué (UE) 2020/688 de la Commission du 17 décembre 2019 complétant le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les conditions de police sanitaire applicables aux mouvements d'animaux terrestres et d'œufs à couver dans l'Union ;

Règlement délégué (UE) 2020/689 de la Commission du 17 décembre 2019 complétant le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les règles applicables à la surveillance, aux programmes d'éradication et au statut « indemne » de certaines maladies répertoriées et émergentes ;

Règlement délégué (UE) 2023/361 de la Commission du 28 novembre 2022 complétant le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les règles applicables à l'utilisation de certains médicaments vétérinaires pour la prévention de certaines maladies répertoriées et la lutte contre celles-ci ;

Code rural et de la pêche maritime, notamment le livre II et les articles L. 201-1 à L. 201-8, L. 205-1, L. 221-1-1, L. 223-5, L. 223-6-1, L. 223-8, L. 234-1 et L. 243-3 ;

Arrêté modifié du 10 septembre 2001 établissant des mesures financières relatives à la lutte contre les pestes aviaires, maladie de Newcastle et influenza aviaire ;

Arrêté modifié du 14 octobre 2005 fixant les règles générales de police sanitaire relatives aux produits d'origine animale destinés à la consommation humaine ;

Arrêté modifié du 23 février 2006 fixant des mesures financières relatives à la prévention contre l'influenza aviaire ;

Arrêté du 5 octobre 2011 fixant la liste des actes de médecine ou de chirurgie des animaux que peuvent réaliser certaines personnes n'ayant pas la qualité de vétérinaire ;

Arrêté du 10 novembre 2017 fixant les conditions générales de reconnaissance des laboratoires d'analyse en vue de s'assurer de l'absence d'infection par le virus de l'influenza aviaire dans le cadre des autocontrôles ;

Arrêté du 16 mars 2016 relatif aux niveaux de risque épizootique en raison de l'infection de l'avifaune par un virus de l'influenza aviaire hautement pathogène et aux dispositifs associés de surveillance et de prévention chez les volailles et autres oiseaux captifs ;

Arrêté modifié du 14 mars 2018 relatif aux mesures de la propagation de maladies animales via le transport par véhicules routiers d'oiseaux vivants ;

Arrêté modifié du 29 septembre 2021 relatif aux mesures de biosécurité applicables par les opérateurs et les professionnels liés aux animaux dans les établissements détenant des volailles ou des oiseaux captifs dans le cadre de la prévention des maladies animales transmissibles aux animaux ou aux êtres humains ;

Arrêté 25 septembre 2023 relatif aux mesures de surveillance, de prévention, de lutte et de vaccination contre l'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) ;

Arrêté du 25 septembre 2023 relatif aux mesures de surveillance, de prévention, de lutte et de

vaccination contre l'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP).

1. Contexte de la vaccination contre l'IAHP en France

Des épisodes d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) d'une ampleur inédite se succèdent en Europe avec des conséquences sociétales et économiques importantes. L'ampleur de ces crises nécessite de compléter les stratégies de prévention et de lutte déjà existantes par de nouvelles approches. Dans ce contexte, la vaccination constitue un outil complémentaire pour prévenir les crises d'IAHP à l'avenir.

La vaccination préventive des canards (de Barbarie, mulard et Pékin) est la stratégie privilégiée à ce jour en France. Cette vaccination est étendue à tout le territoire métropolitain, hors la Corse, pour toute l'année.

Réglementairement, la vaccination est interdite sauf dérogation.

La vaccination préventive est imposée de façon obligatoire, par dérogation au principe d'interdiction, pour tous les élevages commerciaux détenant plus de 250 canards de l'étage production (filrière du canard foie gras et filière du canard à rôtir). La vaccination des élevages détenant moins de 250 canards est interdite.

En complément, une stratégie de vaccination volontaire est mise en place pour permettre la vaccination des canards multiplicateurs dont les œufs à couvrir et canetons d'un jour sont exclusivement destinés au marché national. La vaccination de ces canards reproducteurs est interdite si leurs produits sont destinés aux échanges ou exportés.

La mise en œuvre opérationnelle de cette stratégie de vaccination contre le virus de l'IAHP et la surveillance post-vaccination qui l'accompagne seront conduites dans le respect du règlement délégué (UE) 2023/361 et des recommandations de l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA).

La vaccination est assortie d'un dispositif de traçabilité qui a pour objectif d'assurer la bonne exécution de la vaccination et de la surveillance post-vaccination par l'ensemble des acteurs concernés, ainsi que de son pilotage par les autorités compétentes, conformément aux dispositions prévues par la réglementation européenne.

Cette instruction technique décrit le rôle des vétérinaires mandatés pour superviser la vaccination et effectuer la surveillance active ainsi que celui des services déconcentrés chargés de s'assurer du respect de la réglementation. Dans ce cadre, les DRAAF et les DD(ets)PP sont chargés d'assurer le bon déroulement de cette campagne sur le terrain.

Pour plus d'information, consulter le Plan de vaccination officiel IAHP, présenté sous forme de fiches du lien suivant : <https://agriculture.gouv.fr/tout-ce-quil-faut-savoir-sur-le-plan-daction-vaccination-iahp-en-france>

2. Actions préalables à la campagne de vaccination

2.1 Désignation du vétérinaire sanitaire

Chaque éleveur de 250 volailles ou plus doit désigner un vétérinaire sanitaire pour son exploitation¹.

La désignation du vétérinaire sanitaire se fait de manière classique via l'envoi du formulaire CERFA N° 15983 à la DD(ets)PP du département dans lequel l'exploitation est enregistrée administrativement. C'est le désignataire, donc l'éleveur, qui informe la DD(ets)PP après avoir obtenu l'accord du vétérinaire désigné. Pour rappel, un éleveur peut désigner plusieurs vétérinaires d'un même domicile professionnel d'exercice si ceux-ci ont une habilitation sanitaire valable pour le département et pour les espèces concernées. Les modalités de la désignation du vétérinaire sanitaire sont décrites dans la note de service DGAL/SDSPA/N2012-8216 du 13 novembre 2012.

Les DD(ets)PP veillent à ce que la relation d'un vétérinaire sanitaire à un élevage soit bien déclarée et mise à jour dans SIGAL.

2.2 Mandatement des vétérinaires sanitaires par les services déconcentrés

Qui est responsable de la supervision et de la surveillance active ?

Selon le règlement délégué (UE) 2023/361, la distribution et l'administration du vaccin doivent être accomplies sous la supervision d'un vétérinaire officiel et une surveillance post-vaccination active doit être effectuée par un vétérinaire officiel. Les vétérinaires mandatés, en qualité de vétérinaires officiels en application de l'article L 203-8 du CRPM, sont chargés d'assurer ces fonctions.

La supervision de la vaccination et la surveillance post-vaccination sont effectuées dans un cadre de police sanitaire, ce sont donc des vétérinaires mandatés qui en sont responsables (articles L201-4 et L203-7 du CRPM). Il est rappelé que, dans un cadre de police sanitaire, le code rural et de la pêche maritime permet de mandater directement le vétérinaire sanitaire des établissements soumis à vaccination obligatoire sans passer par un appel à candidature.

Ainsi, ce sont bien les vétérinaires titulaires de l'habilitation sanitaire, désignés vétérinaires sanitaires par les éleveurs de canards, qui sont mandatés pour mener à bien les missions de supervision de la vaccination et de surveillance active des animaux vaccinés au sein des élevages pour lesquels ils ont été désignés.

Un arrêté préfectoral unique par département est pris en amont du démarrage de la campagne de vaccination IAHP pour mandater l'ensemble des vétérinaires sanitaires désignés par des éleveurs avicoles. Un modèle est disponible dans le site intranet dédié à l'IAHP, rubrique vaccination (<https://intranet.national.agriculture.rie.gouv.fr/vaccination-iahp-r8509.html>).

¹ Arrêté du 23 juillet 2012 relatif aux conditions d'exercice du vétérinaire sanitaire, arrêté du 24 septembre 2015 mettant en place les visites sanitaires dans les élevages et instruction technique 2023-2024 sur la visite sanitaire avicole.

Quel est l'objet du mandatement ?

Les vétérinaires sanitaires sont mandatés pour :

- planifier et organiser les chantiers de vaccination conformément aux schémas de vaccination décrits par les producteurs de vaccin ;
- commander et assurer la gestion des flacons de vaccin (stockage, colisage, distribution, collecte, destruction) ;
- s'assurer que les équipes auxquelles ils font appel pour l'administration du vaccin et les éleveurs travaillent conformément aux bonnes pratiques de biosécurité et de vaccination, ce qui repose notamment sur la vérification de la compétence et la collecte de compte rendus (CR) de vaccination, la réalisation de prises de sang pour autocontrôle et d'audits de chantiers de vaccination ;
- réaliser les visites de surveillance active afin de vérifier l'état des animaux vaccinés (y compris les registres d'élevage), de vérifier la bonne réalisation de la surveillance passive par l'éleveur et d'effectuer les prélèvements demandés ;
- donner suite aux non conformités constatées dans le cadre de leur supervision lorsqu'elles ne nécessitent pas une intervention directe de la DD(ets)PP ;
- saisir les informations nécessaires au suivi de la campagne de vaccination via l'outil Calypso :
 - o Déclaration des établissements soumis à vaccination dont ils sont vétérinaire sanitaire ;
 - o Renseignement des informations relatives à la vaccination et aux audits réalisés ;
 - o Renseignement des conclusions de la surveillance post-vaccination active.

Un guide d'utilisation de Calypso à l'attention des vétérinaires sera bientôt disponible dans la page internet du Conseil national de l'ordre vétérinaire (CNOV).

2.3 Le pilotage par l'administration

Les services de l'État, DD(ets)PP et DRAAF, ont la responsabilité du suivi et du pilotage de la mise en œuvre de la campagne de vaccination en effectuant les tâches suivantes :

- Vérification et arbitrage de la relation « Est vétérinaire sanitaire de » renseignée dans Calypso, notamment en cas de conflit sur une relation² ;
- Mise à jour des données des exploitations dans RESYTAL en cas de besoin (qui seront remontées dans Calypso) et des relations VS dans SIGAL ;
- Vérification des commandes de vaccins faites par les vétérinaires auprès du dépositaire et distributeur (Serviphar) ;
- Vérification du respect de l'obligation de vaccination sur le terrain ;
- Vérification de la bonne réalisation de la surveillance post-vaccination active ;
- Paiement des vétérinaires et les laboratoires agréés ;
- Gestion des cas de non conformités, suites administratives et pénales.

² En cas de conflit sur une relation, c'est celle prévue dans SIGAL qui fait foi.

2.4 Identification de la mise en place (IMEP)

L'article D212-77-1 du code rural et de la pêche maritime impose, pour tout détenteur commercial de volailles de s'enregistrer et de déclarer les mises en place et sorties des nouveaux lots d'animaux dans son établissement.

Dans le cas des mouvements de lots de canards et pour répondre aux exigences en matière de traçabilité imposées par la mise en place d'un Plan de vaccination officiel, les bases de données permettant cette traçabilité sont :

- ATM Avicole pour la filière de canard de chair ;
- BD Avicole pour la filière de canard pour la production de foie gras.

Lors de la déclaration d'une mise en place dans ces bases, il est généré un IMEP (identification de mise en place), qui permet, par une valeur alphanumérique, de tracer la mise en place.

L'IMEP doit être disponible lors de la vaccination des volailles en élevage et transmis impérativement au vétérinaire superviseur de la vaccination avec le CR de vaccination.

En cas de vaccination au couvoir, le vétérinaire superviseur de la vaccination ne renseigne pas la partie prévue pour IMEP de la fiche de vaccination de Calypso.

3. Systèmes d'information

Afin d'assurer la traçabilité de la campagne de vaccination, la DGAL a choisi l'utilisation des outils Calypso, CartoGIP et SIGAL. Ces outils seront employés pour le pilotage et le suivi de l'ensemble de la campagne depuis les commandes de vaccins effectuées par les vétérinaires jusqu'à l'enregistrement des interventions de vaccination et de la surveillance post vaccination.

Calypso

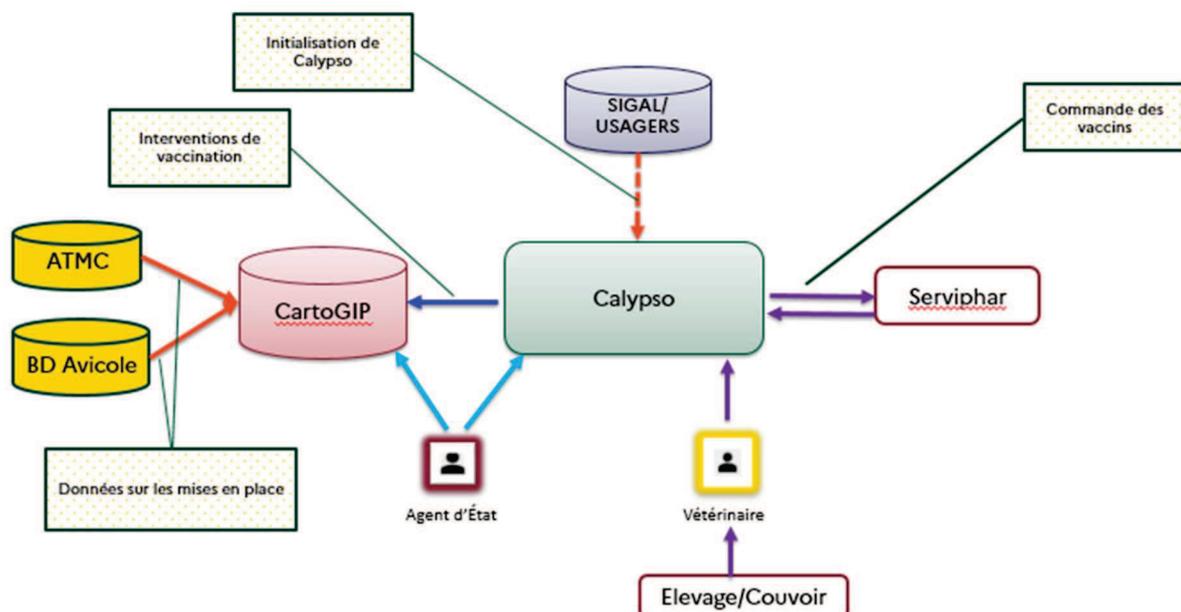
L'outil Calypso permet de collecter les données relatives aux commandes de vaccins et interventions réalisées par le vétérinaire ou sous sa supervisions (vaccination, surveillance post-vaccination active).

La calendrier d'ouverture des différentes briques est présenté en annexe I.

CartoGIP

La traçabilité des lots soumis à vaccination est réalisée à travers l'outil CartoGIP. Cet outil sert à mettre en relation les données mouvements issues des bases de données professionnelles (ATM Avicole et BD Avicole) et les données sanitaires relatives à la vaccination issues de Calypso.

Cet outil fait l'objet d'un développement par étape des différentes briques fonctionnelles.



Sigal

Sigal est chargé de collecter les résultats d'analyse de la surveillance post vaccination active et passive transmis par les laboratoires agréés et des laboratoires reconnus.

En outre, l'ensemble de ces outils garantit aux utilisateurs des accès sécurisés, une protection des données sensibles et la sauvegarde et la récupération des données.

4. Mise en œuvre de la vaccination

4.1 Le vaccin

Le vaccin utilisé dans le cadre de la vaccination des canards doit répondre aux conditions suivantes :

- Être efficace sur la souche IAHP clade 2.3.4.4.b ;
- Disposer d'une capacité de stratégie DIVA par sérologie ELISA NP ;
- Disposer d'une autorisation d'utilisation délivrée par l'ANMV (Agence nationale du médicament vétérinaire). La liste d'autorisations délivrées par l'ANMV est disponible sur : <https://www.anses.fr/fr/content/médicaments>

A ce jour, deux vaccins réunissent ces trois conditions : le vaccin Volvac B.E.S.T et le vaccin Ceva Respons H5.

4.1.1 Le vaccin VOLVAC B.E.S.T. AI + ND

Le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire a publié le 17 avril 2023 un appel d'offres destiné à assurer la fourniture, le stockage et la livraison de doses de vaccins dirigées contre le virus de IAHP. L'objectif de cette commande était de garantir la disponibilité d'un premier volume de 80 millions de doses de vaccins autorisés pour les espèces « canard mulard » et « canard de Barbarie » permettant d'engager la campagne de vaccination à l'automne 2023.

Le vaccin retenu par cet appel d'offres est le VOLVAC B.E.S.T. AI + ND, vaccin inactivé de Boehringer Ingelheim. Ce vaccin est mis à disposition des vétérinaires mandatés pour la mise en œuvre de la présente campagne de vaccination IAHP.

L'autorisation temporaire d'utilisation (ATU) délivrée le 03/07/2023 prévoit dans son RCP :

- Espèces cible : canards mulard, canards de Barbarie et canards Pékin.
- Protocole de primo-vaccination :
 - o Canards mulard et canards de Barbarie : première injection à 10 jours d'âge et plus, puis une seconde dose 18 jours plus tard.
 - o Canards Pékin : première injection à 1 jour d'âge et plus, puis une seconde dose 18 jours plus tard.
- Conservation : +5°C

4.1.2 Le vaccin Ceva Respons H5

Parmi les vaccins disposant d'une autorisation, le vaccin Ceva Respons H5 de Ceva Santé Animale, ARN auto-amplifiant, peut être utilisé dans le cadre de la présente campagne de vaccination car remplit les conditions précitées.

L'autorisation temporaire d'utilisation (ATU) délivrée le 03/07/2023 prévoit dans son RCP :

- Espèces cibles : Canard mulard.

- Protocole de primo-vaccination du canard mulard : une première dose à partir de 1 jour d'âge, puis une deuxième à 3 ou 4 semaines d'intervalle.
- Conservation : $\leq - 60^{\circ}\text{C}$.

4.2 La commande de vaccins

La vaccination IAHP étant interdite sauf dérogation, la libération de toute dose de vaccin doit être accompagnée d'une traçabilité.

Le vaccin IAHP, commandé par le vétérinaire prescripteur, est livré au point choisi par ce dernier. Le vétérinaire mandaté assure ensuite la logistique de livraison aux personnes en charge de l'application du vaccin sur le terrain.

4.2.1 Le vaccin VOLVAC B.E.S.T. AI + ND

Le vaccin financé par l'État pour la mise en œuvre de la présente campagne de vaccination IAHP doit être commandé à travers l'outil Calypso par chaque vétérinaire.

Compte tenu du délai de développement de la brique « Commande de vaccins » de Calypso, qui sera ouverte le 02/10/2023 matin, il a été rendu possible, pour une liste fermée de vétérinaires sanitaires, de commander des vaccins directement auprès de la plateforme Serviphar la semaine 38. Ces commandes seront intégrées informatiquement dans l'outil Calypso permettant un suivi rapproché des lots sur le terrain.

4.2.2 Le vaccin Ceva Respons H5

Les modalités de commande du vaccin Ceva Respons H5 aux frais de l'éleveur sont en cours d'expertise.

4.3 La vaccination

4.3.1 Lots de canards soumis à vaccination

La vaccination des canards est autorisée à compter du 1er octobre 2023. Avant cette date, la vaccination est interdite.

Canards de l'étage production

- La vaccination des nouveaux lots de canards commerciaux mis en place à compter du 1er octobre 2023 est obligatoire. Le respect de cette obligation sera contrôlé par les DD(ets)PP.
- Les lots de canards mis en place dans les 45 communes visées par l'IT 2023-477 doivent également être vaccinés. Le respect de cette obligation sera également contrôlé par les DD(ets)PP.
- La vaccination des lots de canards commerciaux mis en place avant le 1^{er} octobre 2023, sur tout le territoire métropolitain hors Corse, est possible. Cependant, les opérateurs qui souhaitent appliquer cette disposition doivent vérifier que l'organisation logistique de ces chantiers de vaccination ne retarde pas ou n'empêche pas la vaccination des lots mis en place à partir du 1^{er} octobre et des lots situés dans les 45 communes de Vendée militaire,

qui eux doivent obligatoirement être vaccinés. A cette fin, la vaccination des lots de canards mis en place avant le 1^{er} octobre, et en dehors ces 45 communes, nécessitera une analyse de risque faite par le vétérinaire sanitaire.

Par ailleurs, les opérateurs doivent s'assurer de prioriser les chantiers de vaccination suivants :

- Les élevages de canards situés en ZRD ;
- Les élevages de canards situés autour des sites stratégiques.

Canards de l'étage multiplication

La vaccination des canards est autorisée exclusivement pour les multiplicateurs dont les produits ne sont ni exportés vers des pays tiers ni échangés avec d'autres Etats membres.

Cette vaccination est volontaire.

Le protocole de vaccination pour ces volailles est en cours d'expertise.

Cas particulier des canards introduits ou importés

Les canards prêts à gaver introduits en France depuis un autre Etat membre ne sont pas soumis à vaccination obligatoire lorsque leur destination est un atelier de gavage.

4.3.2 Délai de vaccination

La primo-vaccination des lots de canard doit avoir lieu :

- Première dose : au plus tard à 21 jours d'âge ;
- Deuxième dose : au plus tard 5 jours après le délai prévu pour deuxième dose dans le RCP du vaccin utilisé.

Aucune vaccination des volailles ne peut avoir lieu avant l'âge minimal de vaccination indiquée dans le RCP de l'autorisation du vaccin utilisé.

4.3.3 Réalisation de la vaccination

L'administration du vaccin peut être faite seulement par :

- le vétérinaire mandaté et les vétérinaires susceptibles de le suppléer dans le cadre de sa désignation comme vétérinaire sanitaire ;
- les salariés d'entreprises prestataires de services en filières avicoles, placés sous l'autorité et la responsabilité du vétérinaire mandaté, conformément aux articles L243-3, alinéa 6° et D 243-2 du CRPM. Il appartient au détenteur, en lien avec son vétérinaire sanitaire mandaté, de choisir l'équipe d'intervention ;
- le détenteur et ses salariés, y compris le cas des couvoirs, dans le cadre des articles L243-2 et D 243-1 du CRPM, sous la supervision du vétérinaire mandaté.

Les conditions de stockage prévues au RCP du vaccin utilisé doivent être respectées tout au long de la chaîne d'utilisation (livraison, stockage, utilisation).

4.3.4 Formation des personnes en charge de l'administration du vaccin

Seuls les techniciens intervenant sur les espèces aviaires définis à l'alinéa 6 de l'article L243-3 du CRPM ainsi que les éleveurs (article L243-2 du CRPM) justifiant de compétences adaptées peuvent administrer le vaccin.

Les vétérinaires mandatés doivent s'assurer que les personnes qui réalisent l'administration du vaccin respectent :

- les mesures de biosécurité requises,
- les conditions de conservation du vaccin spécifiées par le producteur,
- les gestes techniques garantissant une bonne application du vaccin,
- le bien-être des animaux vaccinés,
- les dispositions permettant une remontée correcte et rapide des informations nécessaires à la supervision de la vaccination.

Par ailleurs, conformément à l'article 13 de l'AM relatif à la biosécurité, les entreprises de vaccination ont l'obligation de désigner un responsable d'équipe disposant des connaissances spécifiques en matière de santé animale et de biosécurité acquises lors d'une formation spécifique.

Le cadre de formation et le dispositif de déploiement seront précisés ultérieurement.

4.3.5 Supervision de la vaccination par le vétérinaire mandaté

Les vétérinaires mandatés sont responsables de la supervision de la vaccination.

Cette supervision s'effectue au fil de l'eau et repose sur :

- la collecte et l'analyse de compte rendus de vaccination envoyés par les équipes chargées de l'administration du vaccin ou les éleveurs pouvant vacciner ;
- le renseignement dans Calypso des informations relatives à la vaccination ;
- l'édition des certificats de vaccination ;
- la tenue des contacts réguliers avec les éleveurs, les équipes de vacinateurs et les services de l'Etat pour s'assurer du bon déroulé des interventions ;
- le suivi des différentes non conformités inhérentes à des erreurs administratives, à des renseignements manquants voire à tout problème nécessitant un déplacement sur site du vétérinaire ;
- la réalisation d'audits de vaccination de 10% des chantiers et l'enregistrement de leur conclusions dans Calypso.

Les audits de vaccinations sont mis en œuvre pour s'assurer que les vacinateurs (éleveurs ou prestataires) suivent bien le protocole défini par le vétérinaire dans le respect de la biosécurité et du bien-être animal. En particulier, au début de la campagne de vaccination, les éleveurs qui vaccineront eux-mêmes leurs animaux devront faire l'objet d'un audit de vaccination dès le premier chantier ;

- la réalisation des autocontrôles de la bonne prise vaccinale par des tests sérologiques par analyse ELISA H5. Ces autocontrôles visent à vérifier la bonne réalisation de la vaccination et qu'aucun échec massif de vaccination n'a eu lieu. La réalisation ces autocontrôles est effectuée à l'occasion d'un des déplacements du vétérinaire mandaté pour la surveillance post-vaccination active. Aucun surcout n'est imputé pour cette prise de sang.

En cas de non-conformité mineure, il met en place les actions nécessaires pour permettre la correction de la non-conformités relevée.

En cas de non-conformité importante, il fait remonter l'information à la DD(ets)PP du département d'implantation de l'élevage concerné.

⇒ Dans l'attente du développement de la fonctionnalité de notification dans Calypso, la transmission par le vétérinaire des non conformités aux DD(ets)PP sera assurée via un rapport de synthèse transmis directement par mail à la DD(ets)PP du lieu d'implantation de l'établissement concerné.

4.3.6 Certificat de vaccination

Le certificat de vaccination atteste des informations concernant la dernière vaccination effectuée sur un lot. Chaque certificat contient, entre autres :

- un **numéro d'enregistrement de la vaccination** propre, dit « **numéro Calypso** » permettant d'assurer l'enregistrement de chaque point de vaccination. Le numéro de vaccination est composé d'un couple date de vaccination et INUAV de l'atelier de vaccination, sous forme « aaaammjj-INUAV » ;
- le **numéro IMEP du lot**.

Le certificat de vaccination est édité depuis Calypso suite à la saisie des informations relatives à la vaccination par le vétérinaire sanitaire mandaté.

Le certificat de vaccination est transmis systématiquement à l'éleveur qui le conserve, avec l'ordonnance de vaccination, dans le registre d'élevage pendant la période de trois ans.

Le certificat de vaccination doit accompagner impérativement les volailles lors de tout **mouvement entre deux sites d'élevage** pour assurer la traçabilité des informations relatives à la vaccination du lot.

⇒ Durant la période transitoire jusqu'à l'ouverture de la brique « Vaccination » dans Calypso permettant d'éditer le certificat de vaccination, le mouvement de canards entre deux sites d'élevage doit être accompagné du compte-rendu de l'équipe de vaccination, validé et visé par le vétérinaire en charge de la supervision. Le vétérinaire renseigne, par cette occasion, le numéro d'enregistrement de la vaccination (numéro Calypso) sur le CR de vaccination.

Compte tenu des contraintes liées au fonctionnement des **couvoirs**, il n'est pas imposé aux poussins d'un jour d'être accompagnés du certificat de vaccination pendant la livraison au premier site de mise en place. Cependant, la traçabilité est assurée à travers le bon de livraison qui mentionne clairement :

- la vaccination des canetons contre l'IAHP : vaccin utilisé et date de vaccination;
- le numéro d'enregistrement de vaccination.

Le vétérinaire mandaté du couvoir en charge de la supervision de la vaccination est tenu, par la suite, de renseigner les informations relatives à la vaccination dans Calypso, y compris le numéro attribué au lot « couvoir » par les bases de données avicoles. Le vétérinaire mandaté envoie ensuite le certificat de vaccination au couvoir d'origine, charge au couvoir de transmettre ensuite une copie du certificat aux élevages destinataires des canetons livrés.

4.3.7 Pilotage et supervision de la vaccination par l'administration

Les services de l'État veillent à ce que :

- Chaque vétérinaire sanitaire des élevages soumis à obligation de vaccination soit bien identifié et mandaté ;
- Les informations relatives à la vaccination soient dûment remontées via Calypso ;
- **La vaccination soit mise en œuvre de façon effective sur le terrain, notamment identifiant les élevages non vaccinés devant l'être et engage des suites le cas échéant.**

Pour permettre aux services d'avoir une visibilité de l'avancée de la vaccination, deux outils sont mis à dispositions :

- **Calypso :**
 - Extraction des données enregistrées dans Calypso par les vétérinaires mandatés ;
 - Tableaux de bord Power BI : Un tableau de bord sera encapsulé prochainement dans Calypso permettant aux services d'avoir accès à une valorisation des données enregistrées dans Calypso pour un territoire donné.
- **CartoGIP :**
 - Suivi du statut vaccinal sur chacune des mises en place déclarées au bases de données des professionnels (ATM et BD avicole). Des alertes sont mises en place permettant d'identifier les lots dont le délai de vaccination est dépassé.

Une vigilance particulière doit être portée pour identifier les éleveurs ne déclarant pas les mouvements aux bases de données avicoles et, en conséquence, ne pouvant pas être identifiés par le dispositif cité ci-dessus.

4.4 Suivi des doses et renvoi des doses résiduelles

4.4.1 Suivi des doses

Les informations concernant les commandes de vaccins, les doses utilisées lors des opérations de vaccination ainsi que les flacons mis à rebut sont tracés dans Calypso par le vétérinaire mandaté. Il est possible ainsi de connaître, par vétérinaire, le nombre de doses commandées versus le nombre de doses restantes.

Suivi des doses utilisées dans le chantier de vaccination

Lors de la vaccination, la personne en charge du chantier renseigne dans le CR de vaccination l'ensemble des informations de traçabilité. Le CR de vaccination prévoit notamment :

- Le nombre de doses utilisées ;
- Le nombre de doses non utilisées.

Ces informations sont vérifiées par le vétérinaire mandaté et renseignées dans Calypso.

Suivi des flacons mis à rebut

Par ailleurs, le vétérinaire trace dans Calypso les flacons de vaccins ne pouvant être utilisés (défaut d'étanchéité, problème de chaîne de froide, casse, etc).

4.4.2 Renvoi des doses résiduelles

Le R UE 2023/361 impose le renvoi des doses résiduelles dans son article 12.

Pour répondre à cette obligation, le vétérinaire mandaté est tenu de collecter les flacons contenant des quantités résiduelles de vaccin et d'assurer leur destruction.

5. Surveillance post-vaccination IAHP

La mise en œuvre d'une campagne de vaccination officielle IAHP impose le déploiement d'une surveillance post-vaccination associée permettant de détecter la circulation d'éventuelles souches sauvages au sein de la population vaccinée.

Ainsi, en plus de la surveillance événementielle et des autres surveillances programmées déjà mises en place dans le cadre de la prévention et lutte contre l'IAHP, les établissements détenant des canards vaccinés doivent mettre en place une surveillance post-vaccination selon les conditions prévues à l'annexe XII du R UE 2023/361, partie 5.

La surveillance post vaccination est composée de :

- La surveillance passive renforcée
- La surveillance active

La surveillance post-vaccination IAHP est réalisée au niveau de l'unité épidémiologique, *cad*, le site d'élevage.

5.1 Surveillance passive renforcée (éleveur)

La surveillance passive est basée sur l'analyse ciblée des animaux morts en absence de signes cliniques ou de dépassement des seuils d'alerte ayant pour conséquence la mise en place des mesures liées à une suspicion de passage viral IA.

Elle consiste à réaliser des tests virologiques chaque semaine sur un échantillon représentatif d'oiseaux morts conformément aux lignes directrices recommandées par le LRUE³. Elle est réalisée au niveau du site d'élevage détenant des volailles vaccinées, y compris dans les ateliers de gavage.

Cette surveillance est assimilée à des autocontrôles et réalisée par l'éleveur (ou technicien) de l'élevage. La réalisation de la surveillance active par le vétérinaire mandaté n'exempte pas de la réalisation de la surveillance passive.

Hebdomadairement, 5 volailles vaccinées mortes (ou moins si le nombre est inférieur) doivent être prélevées par écouvillon trachéal (ET) ou oro-pharyngé (EOP)⁴. En cas d'absence de volaille vaccinée morte dans la semaine, l'éleveur renseigne dans le registre d'élevage qu'aucun prélèvement n'a été réalisé pour cette cause.

Les écouvillons sont réalisés le jour programmé d'envoi au laboratoire reconnu (jour J) en une seule séance. Les cadavres à sélectionner pour prélèvement sont les plus récents, soit dans l'ordre ceux du jour J, puis le complément avec les morts collectés le jour J-1 (qui auront été conservés à 2-8 °C), puis si nécessaire les morts des jours J-2 à J-6 dans cet ordre (ceux-ci auront été conservés congelés après collecte et préalablement décongelés à partir de J-1 au soir, si nécessaire).

Le transport des écouvillons vers le laboratoire reconnu devrait être organisé dans les 24h suivant le prélèvement (sans dépasser en aucun cas les 72h) en veillant à maintenir une température constante de l'ordre de 2-8 °C.

Il est par ailleurs recommandé de traiter les prélèvements après réception au laboratoire reconnu le plus rapidement possible (soit concrètement dans les 24h après réception) en conservant les écouvillons à 2-8 °C. Un délai de 48h maximum entre réception au laboratoire et analyse peut être toléré, sans que le délai entre la réalisation du prélèvement et l'analyse puisse dépasser 4 jours (il convient toutefois dans ce cas de s'assurer du bon respect des températures de conservation des prélèvements, soit 2-8 °C, pendant tout ce laps de temps). Si le délai entre réception au laboratoire et analyse dépasse les limites précédentes, la conservation des prélèvements doit impérativement se faire au surgélateur < ou égale à - 65 °C.

Les écouvillons sont envoyés au laboratoire reconnu accompagnés du **formulaire de prélèvement** (modèle en annexe). Le formulaire de prélèvement accompagnant les écouvillons doit être renseigné avec les informations concernant l'établissement de prélèvement. Le SIRET renseigné doit correspondre impérativement à celui déclaré aux services départementaux

³ <https://www.izsvenezie.com/documents/reference-laboratories/avian-influenza/diagnostic-protocols/weekly-pool-sampling-bucket-sampling.pdf>

⁴ En cas de difficulté pour la réalisation des ET/EOP, deux possibilités :

- L'écouvillon est fait dans la sphère orale en allant le plus profond possible avec l'écouvillon et en le 'grattant' de part et d'autre ;
- Si le bec ne peut être ouvert ou coupé pour faire l'écouvillon, la tête pourrait être coupée et la trachée sera accessible et pourra être écouvillonnée.

pour la désignation du vétérinaire sanitaire. Aucun INUAV n'est renseigné sur le formulaire (la surveillance étant réalisée au niveau du site d'élevage).

Cette surveillance doit être inscrite dans le registre d'élevage et mise à disposition du vétérinaire mandaté lors de ses visites de surveillance active systématiquement. Les résultats des analyses sont conservés dans le registre d'élevage pendant une période de trois ans.

Le vétérinaire informe si un éleveur ne remplit pas ses obligations de réalisation de la surveillance passive lors de l'enregistrement de la surveillance dans Calyspo.

5.2 Surveillance active (vétérinaire)

La surveillance post-vaccination active vise à mettre en évidence tout passage viral silencieux au sein de la population vaccinée. Le plan analytique qui l'accompagne est basé sur des analyses virologiques, permettant de mettre en évidence une circulation virale active à bas bruit, et des analyses sérologiques, réalisés en fin de vie économique, permettant de tracer l'historique immunitaire des volailles.

La visite de surveillance post-vaccination active est assurée par vétérinaire sanitaire mandaté.

La surveillance post-vaccination active est réalisée par le vétérinaire sanitaire mandaté tous les **30 jours** à compter de la mise en place des volailles vaccinées ou devant être vaccinées. Pour permettre au vétérinaire de s'adapter aux contraintes terrain, un délai de ± 10 jours est autorisé par rapport à la fréquence de référence de 30 jours mais dans tous les cas le nombre de visites doit être cohérent avec le schéma décrit en annexe 6.

Cette visite de surveillance mensuelle comprend :

- un **examen clinique** des animaux détenus avec contrôle des registres relatifs à la production et à la santé, tenus par l'éleveur, afin de s'assurer de la bonne santé des animaux.
- des prélèvements par écouvillons oro-pharyngés ou trachéaux sur 60 volailles vivantes vaccinées pour **analyse virologique** par rt-PCR en laboratoire agréé. L'échantillon doit être représentatif de l'ensemble de la population vaccinée du site d'élevage. Il doit donc inclure des volailles de l'ensemble des lots vaccinés présents dans l'élevage. Le vétérinaire mandaté vérifie également que la surveillance passive, qui relève de la responsabilité de l'éleveur, est bien réalisée.

Les résultats des analyses virologiques peuvent être valorisés pour répondre à l'obligation de surveillance avant mouvement imposée aux PFG en ZRD en niveau de risque « élevé » dès lors que le délai de 72h avant mouvement est respecté.

- Par ailleurs, en fin de cycle de production, le vétérinaire sanitaire mandaté réalise des prélèvements sanguins sur 20 volailles vaccinées de **chaque lot** devant partir en atelier de gavage ou abattoir pour **analyse sérologique** par Elisa NP en laboratoire agréé. Ces prélèvements sont réalisés, pour les lots de volailles vaccinés devant partir dans les 29 jours qui suivent, en plus de ceux effectués pour surveillance virologique. La réalisation de ces prélèvements sur un lot donné n'exempte pas de réaliser la surveillance virologique décrite au point précédent.

Des scénarios de surveillance post-vaccination active sont représentés en annexe pour prendre en compte des modes de production différents.

Les prélèvements sont envoyés en analyse accompagnés de la « Fiche d'accompagnement des prélèvements », prévue en annexe. Comme dans le cas de la surveillance passive, le SIRET renseigné doit correspondre impérativement à celui déclaré aux services départementaux pour la désignation du vétérinaire sanitaire. L'IMEP est renseigné pour chaque lot soumis à prélèvement sérologique.

⇒ Cette fiche pourra être éditée dans Calypso en amont de la visite dès l'ouverture de la brique « Surveillance », permettant de sécuriser la conformité des informations renseignées avec celles disponibles dans Sigal.

A la suite de cette visite, le vétérinaire mandaté émet, si les résultats de la surveillance sont conformes, un **certificat attestant de la conformité de la surveillance post-vaccination** jusqu'à la date de signature du certificat.

⇒ Calypso propose, dès l'ouverture de la brique « surveillance », d'éditer, en amont de la visite, un certificat de surveillance qui sera complété par le vétérinaire sur le terrain.

La délivrance de ce certificat n'est imposée que dans le cas où un lot est soumis à mouvement avant la prochaine visite de surveillance.

Les conclusions de la visite de surveillance post-vaccination active sont renseignées dans Calypso par la suite.

Gestion des volailles séropositives en ELISA NP

Le lot séropositif doit rester sur le site d'exploitation jusqu'à l'envoi à l'abattoir ou en salle de gavage accompagné de la mise en place de mesures de biosécurité renforcées.

Une fois le lot parti, un nettoyage désinfection approfondi doit être réalisé dans l'unité concernée. D'une façon générale, un nettoyage-désinfection standard suffit. Cependant, en cas de mise en évidence ou suspicion du caractère hautement pathogène dans les analyses sérologiques, des mesures de nettoyage et désinfection renforcées seront appliquées avec un vide sanitaire minimal de 21 jours.

Dans le cas des reproducteurs, les mesures à mettre en place sont en cours d'expertise.

5.3 Suivi des résultats d'analyse

L'annexe 2 détaille les actions à mettre en œuvre par les directions départementales à la suite de la réception des résultats d'analyse (RAI) dans Sigal.

Tout résultat non conforme des analyses virologiques fait l'objet d'une information rapide de la DD(ets)PP du département de l'élevage concerné.

Surveillance passive

L'ensemble d'analyses réalisées dans les laboratoires reconnus est versé dans Sigal via des interventions non programmées (INP).

Une valorisation de ces analyses est possible à travers le tableau de résultats disponible dans l'espace documentaire de Sigal.

Ce tableau identifie les anomalies d'identification des établissements prélevés transmis pour chaque analyse.

Il est demandé aux services déconcentrés de vérifier mensuellement la conformité des résultats d'analyse versés pour identifier les anomalies :

- « identification établissement » ;
- « doublon RAI ».

Surveillance active

Les RAI de la surveillance post-vaccination active sont transmis en INP dans Sigal par les laboratoires agréés.

Un rattachement manuel doit être réalisé par les services déconcentrés pour permettre de lier les RAI à une intervention de surveillance créée au niveau de l'établissement concerné. Ce rattachement permet de mettre en place une traçabilité des analyses à l'établissement ainsi qu'une vérification des analyses transmises.

En cas de résultat non négatif aux analyses virologiques, le laboratoire agréé informe les services compétents sans délai.

La recherche du clade 2334b ayant été transférée aux laboratoires agréés, toute analyse positive en laboratoire agréé au clade 2334b vaut confirmation et est suivi de la mise en œuvre des mesures de lutte suite à la confirmation d'un foyer IAHP

Par ailleurs, les résultats d'analyses provenant du LNR sont transmis au laboratoire agréé d'origine qui complète les résultats et retransmet informatiquement les résultats (qui devront être rattachés à l'intervention).

En parallèle, les laboratoires agréés sont tenus de transmettre l'ensemble des résultats des analyses au vétérinaire ayant réalisé les prélèvements. Le vétérinaire, renseigne par la suite, toute non-conformité analytique dans la fiche de surveillance correspondante de Calypso.

6. Encadrement et gestion des mouvements

Lors de la mise en œuvre de la vaccination préventive, les mouvements d'animaux vaccinés ainsi que les mouvements de produits provenant d'animaux vaccinés sont interdits sauf dérogations.

6.1 Mouvement des animaux vaccinés

Le mouvement des animaux vaccinées (canards de production et canards multiplicateurs) **sur le territoire national est conditionné** à l'obtention de résultats négatifs de la surveillance passive et active renforcée pour la détection d'une infection par le virus IAHP.

Le mouvement est possible :

- jusqu'à un abattoir en vue d'un abattage immédiat ;

ou

- entre deux établissements dans lesquels la vaccination peut être effectuée.
 - o En cas de présence dans l'établissement de destination de volailles non vaccinées, l'opérateur doit pouvoir assurer la séparation complète des animaux vaccinés vis à vis des animaux non vaccinés ;
 - o Les animaux déplacés restent dans l'établissement de destination pendant au moins 21 jours, sauf en cas de transfert à un abattoir en vue de leur abattage immédiat.

Documents accompagnant le mouvement de volailles vaccinées

Le mouvement des volailles vaccinées doit être accompagné du :

- **Certificat de vaccination** attestant de la dernière vaccination réalisée sur le lot (ou à défaut, pendant la période transitoire jusqu'à l'ouverture de la brique « vaccination » dans Calypso, le CR de vaccination visé par le vétérinaire) ;
En cas de déplacement vers un abattoir, la fiche ICA accompagnant le lot abattu remplace le certificat de vaccination. La fiche ICA fait mention de ladite vaccination dans le cadre dédié aux traitements médicamenteux. L'éventuel délai d'attente doit être mentionné.
- Dernier **certificat de surveillance post-vaccination** attestant de la conformité de celle-ci.

Le mouvement des animaux vaccinés expédiés pour **l'abattage immédiat vers un autre État membre** est possible à condition que :

- La surveillance post-vaccination effectuée dans l'établissement d'origine ait donné des résultats favorables ;
Les volailles à expédier aient obtenu des résultats favorables à une inspection clinique effectuée par le vétérinaire mandaté dans les 72 heures précédant le chargement, avec réalisation de écouvillons oro-pharyngés sur 20 volailles pour analyse virologique en laboratoire agréé et dont les résultats se révèlent négatifs avant le départ des animaux.

6.2 Mouvement de viandes issues des animaux vaccinés

Les mouvements de viandes issues d'animaux vaccinés, pour lesquelles les résultats de la surveillance post-vaccination passive et active sont négatifs pour la détection d'une infection par le virus IAHP sont autorisés.

L'information sur la chaîne alimentaire relative à la vaccination des volailles doit suivre l'ensemble des produits issus de ces volailles, y compris lors d'échanges intra-communautaires, et ce afin de garantir la traçabilité jusqu'au pays tiers de destination.

6.3 Mouvement des œufs à couver issus de reproducteurs vaccinés

L'autorisation des mouvements des œufs à couver issus d'animaux vaccinées est conditionnée à :

- Les œufs à couver proviennent d'un cheptel reproducteur vacciné pour lequel la surveillance passive et active renforcée a donné des résultats favorables ;

- Ils ont subi, avant le départ, une désinfection réalisée selon une méthode agréée par l'autorité compétente ;
- Ils sont transportés directement jusqu'au couvoir de destination ;
- Ils sont identifiables dans le couvoir.

Conformément à la stratégie vaccinale, les œufs à couvrir et les canetons issus de reproducteurs vaccinés sont exclusivement destinés au marché national. Les couvoirs destinataires de ces OAC issus de volailles vaccinées, assurent une traçabilité de l'incubation à la vente des canetons qui en sont issus.

6.4 Mouvement des canetons d'un jour, issus de reproducteurs vaccinés

Les mouvements de canetons d'un jour issus d'animaux vaccinés, sous les conditions suivantes :

- Les canetons d'un jour proviennent d'un cheptel reproducteur vacciné pour lequel la surveillance passive et active renforcée a donné des résultats favorables ;
- Ils sont placés dans un poulailler ou local n'hébergeant aucune volaille ;
- Ils restent dans l'établissement de destination pendant au moins 21 jours.

Conformément à la stratégie vaccinale, les canetons d'un jour issus de reproducteurs vaccinés sont exclusivement destinés au marché national.

7. Gestion de la vaccination en cas d'apparition de foyers IAHP

La stratégie de vaccination actuelle vise, en cas d'apparition de nouveaux foyers, à éviter une diffusion rapide permettant ainsi un déploiement de mesures de lutte ciblées et efficaces.

En cas de confirmation d'un foyer IAHP, une zone réglementée est mise en place. Au sein de cette zone, le risque de circulation active du virus est élevé justifiant l'adaptation de la surveillance post-vaccination et l'imposition de mesures de restriction particulières sur les animaux vaccinés.

7.1 Gestion d'un foyer dans un contexte de vaccination préventive

La confirmation d'un foyer IAHP dans un élevage détenant des lots vaccinés entraîne l'application de mesures de lutte classiques, y compris la mise à mort des volailles vaccinées dans les meilleurs délais.

7.2 Gestion des établissements vaccines dans les zones réglementées

Vaccination

En cas d'apparition d'un foyer IAHP, la vaccination préventive se poursuivra pour les lots situés en zone réglementée qui n'ont pas terminé le schéma vaccinal initial.

Lors de la réalisation de la vaccination de ces lots, un examen clinique par le vétérinaire officiel sera réalisé avant l'acte vaccinal. Si des signes évocateurs de la maladie sont observés, la vaccination est suspendue et le signalement est fait avec le déclenchement des mesures de restriction. Pour ces vaccinations, des mesures de biosécurité renforcées seront imposées aux équipes de vaccination.

Pour les volailles récemment mises en place, destinées à être vaccinées mais n'ayant pas encore débuté leur schéma vaccinal lors de la survenue d'un foyer, aucune injection n'est réalisée. Les mesures à appliquer à ces animaux seront celles déployées pour les animaux non vaccinés.

Surveillance dans les établissements détenant des volailles vaccinées

Compte tenu du risque d'exposition au virus de l'IAHP dans la zone réglementée, la surveillance post vaccination active, avec réalisation de prélèvement pour analyse virologique sur 60 individus vaccinés, est effectuée toutes les deux semaines.

Dépeuplement préventif

En cas de mise en place d'un dépeuplement préventif, celui-ci concernera uniquement les cheptels non vaccinés ou avec un schéma vaccinal incomplet (première dose uniquement).

Mouvements au sein de la zone réglementée

Les mouvements de volailles ou d'oiseaux captifs vaccinés et de leurs produits, à l'intérieur et à l'extérieur de la zone réglementée, sont interdits. Par dérogation, ne peuvent être autorisés que les mouvements respectant les conditions générales et particulières prévues aux articles 28, 29 et 30, à l'article 31, paragraphe 1, et aux articles 33, 34 et 37 du règlement délégué (UE) 2020/687.

8. Prise en charge financière

Dans le cadre de la mise en œuvre de la première campagne vaccinale contre l'IAHP, un accord a été trouvé disposant que le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire prend en charge 85% des coûts de la vaccination et la filière les 15% restant. Afin de s'assurer du respect de cette répartition, un observatoire des coûts va être mis en place et sera piloté par la filière.

Dans ce cadre, le MASA prend notamment en charge les prestations des vétérinaires mandatés, les analyses de surveillance active réalisées par les laboratoires agréés et une partie des frais liés à l'administration du vaccin et l'attrapage des animaux dans le cas où le détenteur fait appel à une équipe de vaccinateurs/attrapeurs en application de l'article L. 243-3, 6° du CRPM (cf. annexe 5).

Les éleveurs auront à supporter le coût des analyses réalisées par les laboratoires reconnus dans le cadre de la surveillance passive renforcée ainsi qu'une partie du coût de la prestation des équipes d'attrapeurs et de vaccinateurs. Sur un plan opérationnel, le coût de la vaccination (attrapage et acte de vaccination) de la première injection sera pris en charge par le vétérinaire, le coût de la seconde par l'éleveur.

Afin d'éviter les délais de paiements relativement longs, le paiement ne sera pas effectué via un mémoire établi par l'administration ; il sera effectué suite à réception des factures transmises par les vétérinaires (hebdomadaires ou mensuelles) justifiant des prestations réalisées et des montants associés. Les services déconcentrés contrôleront ces informations et réaliseront le service fait Chorus au regard de l'arrêté financier IAHP et des données renseignées dans l'outil CALYPSO qui assurera la traçabilité des opérations à rémunérer.

Pour faciliter le travail des services et des vétérinaires, ils pourront réaliser des extractions des données de CALYPSO afin de pouvoir imprimer les prestations effectuées et, pour les vétérinaires, afin d'attester (via signature apposée) la liste des opérations pour lesquelles ils demandent un paiement.

Cette procédure requiert que les données soient enregistrées en amont par le vétérinaire dans CALYPSO. Afin de ne pas engorger les services déconcentrés, il est préconisé à la profession vétérinaire d'envoyer une seule facture par mois.

Les modalités de paiement sont précisées dans le Guide d'imputation budgétaire et comptable du programme 206 "Sécurité et qualité sanitaire de l'alimentation ».

9. Sanctions

Sanctions administratives

Sans préjudice des dispositions pénales, le non-respect des dispositions relatives à la vaccination prévue peut faire l'objet d'une réfaction de l'indemnité en cas d'abattage sur ordre de l'administration suite à la confirmation d'IAHP en application de l'article L. 221-2 susvisé. Les modulations des réfections sont précisées à l'annexe II de l'AM du 28 septembre 2023.

Sanctions pénales

Le fait de contrevenir aux dispositions réglementaires prévues par l'AM 28 septembre 2023 est puni de la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 4e classe (article R. 228-1 du code rural et de la pêche maritime, 2ème alinéa).

- Refus de vaccination des lots de canard de production
- Non-respect de la surveillance passive par l'éleveur
- Non-respect des mesures de biosécurité pendant les visites de vaccination ou de surveillance

Faute disciplinaire

La sanction relève de l'ordre des vétérinaires (poursuites disciplinaires) : Article R. 242-33 du code rural (code de déontologie)

- Non-respect des délais de vaccination par le vétérinaire :
- Non réalisation de la surveillance active par le vétérinaire mandaté

La directrice générale adjointe de l'Alimentation
Emmanuelle Soubeyran

EMMANUELLE SOUBEYRAN ID  Signature numérique de EMMANUELLE
SOUBEYRAN ID
Date : 2023.09.29 21:09:10 +02'00'

Annexes

1. Systèmes d'information
2. Certificat de surveillance post vaccination
3. Formulaire de prélèvement (éleveur)
4. Fiche d'accompagnement des prélèvements (vétérinaire)
5. Détail de la tarification des prestations des vétérinaires mandatés
6. Scénarios de surveillance post-vaccination active

Annexe 1 – Systèmes d'information

Calypso

Un guide d'utilisation de Calypso destiné aux services déconcentrés sera prochainement mis à disposition dans l'intranet, rubrique vaccination IAHP : Accueil > Missions techniques > Santé et bien être animal > Crise influenza aviaire - Ce qu'il faut savoir > Vaccination IAHP

<https://intranet.national.agriculture.rie.gouv.fr/vaccination-iahp-r8509.html>

Connexion des vétérinaires

Les vétérinaires programmeront dans Calypso leurs différentes interventions et renseigneront l'ensemble des données et informations relatives à la campagne de vaccination et à sa surveillance.

Les vétérinaires sanitaires via leur connexion sécurisée auront la responsabilité de saisir dans Calypso les différentes interventions prévues dans le cadre de la vaccination.

► Lien vers la plateforme Calypso : <https://www.veterinaire.fr/la-profession-veterinaire/calypso-la-plateforme-au-service-du-quotidien-des-veterinaires>

Connexion des agents de l'administration

Les agents de l'État, DGAL, DRAAF et Directions départementales veillent au suivi de la vaccination et à son bon déroulement.

A cet effet, un accès sécurisé des services à Calypso a été prévu dont le périmètre est limité à leur territoire de compétence. Chaque direction départementale aura accès aux données remontées au sein de son département, les DRAAF au niveau de la région.

Il a été convenu, dans un premier temps, de donner aux DRAAF un profil administrateur et utilisateur et aux directions départementales un profil utilisateur. Cette situation évoluera rapidement après le début de la campagne.

Après une formation adaptée, l'accès à Calypso permettra aux agents de réaliser les tâches suivantes :

- Arbitrage et validation de la relation « Est vétérinaire sanitaire de » lors de conflits entre vétérinaires ;
- Suivi des commandes de vaccins passées par le vétérinaire ;
- Suivi des interventions de vaccination enregistrées par le vétérinaire ;
- Suivi des interventions de surveillance post-vaccination ;
- Traitement des factures envoyées par les VS ;
- Suivi des cas de non conformités relavés par les vétérinaires.

SIGAL

Le mode opératoire pour la gestion des résultats de la surveillance post-vaccination dans SIGAL est disponible dans l'espace documentaire du SIAL :

Espace documentaire > Documentation Applications > SIGAL > SIGAL_Descriptif

 <p>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p style="text-align: center;">Certificat de surveillance post-vaccination IAHP</p>	
<p>Références réglementaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Règlement (UE) 2016/429 du Parlement Européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale ; - Règlement délégué (UE) 2023/361 de la Commission du 28 novembre 2022 complétant le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les règles applicables à l'utilisation de certains médicaments vétérinaires pour la prévention de certaines maladies répertoriées et la lutte contre celles-ci ; - Arrêté 25 septembre 2023 relatif aux mesures de surveillance, de prévention, de lutte et de vaccination contre l'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP). 	
<p>Information sur l'établissement surveillé</p>	
<p>Nom de l'établissement :</p> <p>_____</p> <p>_____</p> <p>Identification de l'établissement (SIRET)</p> <p>_____ ou à défaut</p> <p>NUMAGRIT _____</p> <p>EDE _____</p>	<p>Identifiant des ateliers détenant des volailles vaccinées</p> <p>INUAV 1 : _____</p> <p>INUAV 2 : _____</p> <p>INUAV 3 : _____</p> <p>INUAV 4 : _____</p> <p>INUAV 5 : _____</p> <p>INUAV 6 : _____</p>
<p>Vétérinaire mandaté en charge de la surveillance post-vaccination IAHP</p>	
<p>Je, soussigné _____, vétérinaire sanitaire mandaté, atteste que cet établissement d'élevage de volailles a fait l'objet d'une surveillance post-vaccination, mise en œuvre conformément au point 2 du règlement UE 2023/361, dont les résultats sont négatifs pour la détection d'une infection par le virus sauvage de l'influenza aviaire hautement pathogène.</p>	
<p>Nom et prénom :</p> <p>N° d'ordre :</p>	<p>Date de dernière visite de surveillance post-vaccination active :</p> <p>___ / ___ / _____</p> <p>Signature</p>

Ce certificat doit accompagner tout mouvement de volailles vaccinées et mis à dispositions des autorités compétentes en cas de besoin.



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Formulaire de prélèvement Surveillance post-vaccination IAHP passive hebdomadaire

Information sur l'établissement prélevé	Laboratoire de destination
Nom de l'établissement de prélèvement : Identification de l'établissement (SIRET) : _____ ou à défaut NUMAGRIT/EDE _____	Nom du laboratoire reconnu :
Prélèvements pour rt-PCR	
Nb d'écouillons trachéaux ou oro-pharyngés sur cadavre frais : Réalisation de prélèvements sur 5 canards vaccinés morts (ou moins si le nombre de morts est inférieur) hebdomadairement (semaine pleine).	
Commémoratifs	
Catégorie de volaille : Canard vacciné Date de prélèvement : ___ / ___ / _____	Commentaires :
Opérateur responsable du prélèvement	
Nom et prénom : Téléphone : Adresse mail :	Signature

 MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE <i>Liberté Égalité Fraternité</i>		Numéro unique de la fiche SURV-SIRET-aammjj prélèvement	
Fiche d'accompagnement des prélèvements Surveillance post-vaccination IAHP active			
Information sur l'établissement prélevé		Laboratoire de destination	
Nom de l'établissement de prélèvement :		Nom du laboratoire :	
Identification de l'établissement (SIRET) :		Prélèvements pour rt-PCR Nb d'écouvillons trachéaux ou oro-pharyngés :	
_____ ou à défaut NUMAGRIT/EDE _____			
Les prélèvements virologiques doivent être représentatifs de l'ensemble de lots vaccinés détenus dans le site d'élevage.			
Prélèvements sérologiques Elisa NP			
Bâtiment (INUAV)	N° IMEP	Nombre de prises de sang	
Commémoratifs			
Catégorie de volaille : Canard vacciné		Km parcourus (A/R) :	
		Chevreaux fiscaux :	
Vétérinaire préleveur			
Nom et prénom :		Date de prélèvement :	
N° d'ordre :		____ / ____ / _____ Signature	
Mail :			
Fiche d'accompagnement des prélèvements Autocontrôle vaccination IAHP			

Information sur l'établissement prélevé		Laboratoire de destination	
Nom de l'établissement de prélèvement :		Nom du laboratoire :	
Identification de l'établissement (SIRET) :			
----- ou à défaut NUMAGRIT/EDE -----			
Prélèvements sérologiques Elisa H5			
Bâtiment (INUAV)	N° IMEP	Nombre de prises de sang	
Commémoratifs			
Catégorie de volaille : Canard vacciné		Autocontrôle vaccination IAHP	
Vétérinaire préleveur			
Nom et prénom :		Date de prélèvement :	
N° d'ordre :		____ / ____ / _____ Signature	

Annexe 5 – Tarification des actes vétérinaires

Références réglementaires :

- [décret n° 2006-781](#) du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat
- [arrêté du 3 juillet 2006](#) fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006
- [arrêté du 30 septembre 2004](#) relatif à la rémunération des vétérinaires mandatés pour les opérations de police sanitaire
- [arrêté du 10 septembre 2001](#) établissant des mesures financières relatives à la lutte contre les pestes aviaires, maladie de Newcastle et influenza aviaire modifié par l'[arrêté du 26 septembre 2023](#)
- [arrêté du 25 septembre 2023](#) relatif aux mesures de surveillance, de prévention, de lutte et de vaccination contre l'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP)

Intervention	Actes	Facturation HT
Supervision de la vaccination réalisée par une équipe de vaccinateurs	Gestion des vaccins Comprend les frais liés à la commande, la réception, le colisage et l'envoi à l'élevage, le stockage réfrigéré et la gestion des flacons entamés (obligation du Rglt)	1,5 AMV / flacon de 1000 doses prescrits
	Les VS programment et organisent les chantiers, supervisent les équipes de vaccinateurs/attrapeurs, contrôlent les CR de vaccination, gèrent les non-conformités mineures et enregistrent l'ensemble des informations dans Calypso	11 AMV / lot vacciné
	Coût de l'équipe de vaccinateurs/attrapeurs facturé au vétérinaire mandaté à la première injection de la primovaccination	0,0091 AMV / caneton vacciné
Supervision de la vaccination réalisée par le détenteur	Gestion des vaccins Comprend les frais liés à la commande, la réception, le colisage et l'envoi à l'élevage, le stockage réfrigéré et la gestion des flacons entamés (obligation du Rglt)	1,5 AMV / flacon de 1000 doses prescrits
	Les VS programment et organisent les chantiers, supervisent le détenteur, contrôlent les CR de vaccination, gèrent les non-conformités mineures et enregistrent l'ensemble des informations dans Calypso	11 AMV / lot vacciné
Vaccination réalisée par le vétérinaire	Gestion des vaccins Comprend les frais liés à la commande, la réception, le colisage et l'envoi à l'élevage, le stockage réfrigéré et la gestion des flacons entamés (obligation du Rglt)	1,5 AMV / flacon de 1000 doses prescrits
	Comprend la préparation du chantier, le déplacement, le temps passé sur l'élevage, le coût des injections et du matériel, le temps passé à la saisie de l'ensemble des informations dans Calypso	7 AMV / lot Visite : 3 AMV / ½ h + frais de déplacement (indemnités kilométriques + 1/15 AMV / Km) + 1/25 AMV par injection
Audit de vaccination	Déplacement dans l'élevage au moment de la vaccination et supervision de l'équipe sur ½ journée. Objectif : 10% des élevages audités avec priorisation en début de campagne avec 1 audit par équipe vaccinateurs/attrapeurs et 1 audit par éleveur qui vaccine lui-même mais qui n'a jamais vacciné	18 AMV / lot vacciné + frais de déplacement (indemnités kilométriques + 1/15 AMV / Km)
Gestion des non-	Déplacement dans l'élevage sur ½ journée.	18 AMV / lot vacciné +

Intervention	Actes	Facturation HT
conformités majeures	<p>Dans le cadre de la supervision au fil de l'eau de la vaccination notamment via les CR de vaccination, les résultats des sérologies et les échanges avec les éleveurs et les équipes de vaccination, les VS seront amenés à devoir gérer des non conformités dites majeures car nécessitant un déplacement sur site et des mesures correctives.</p>	<p>frais de déplacement (indemnités kilométriques + 1/15 AMV / Km)</p>
Surveillance active	<p>Ces visites ont pour objectif de réaliser les actes de surveillance active fixés par le Rgl vaccination : examen clinique et prélèvements en vue de PCR (60) à chaque visite avec en plus des prises de sang pour sérologie (20, Elisa NP, 1 seule fois par lot avant le départ de l'élevage).</p> <p>Le tarif comprend le coût du matériel hors les tubes et écouvillons fournis par les laboratoires ou les DDecPP (ne faire aucun changement aux organisations locales).</p> <p>1 visite mensuelle</p>	<p>6 AMV + frais de déplacement (indemnités kilométriques + 1/15 AMV / Km) + 60 écouvillons à 1/5 AMV chacun (PCR) +/- 20 prises de sang à 1/5 AMV chacune (Elisa NP)</p>

Annexe 6. Scénarios de surveillance post-vaccination active

